

GEORGES LAVAU

Propos hâtifs
sur le risque démocratique

L'idée, pas totalement injustifiée, selon laquelle la démocratie est un régime qui n'est viable et ne peut s'enraciner que dans les sociétés ayant franchi un certain seuil de développement et qui, par suite de lents et délicats processus, ont « dépassé » les stades des guerres ethniques, linguistiques et religieuses, cette idée n'est pas due à un subit engouement de la part de bons esprits libéraux pour une fade vulgate marxiste dans les années 50 et 60.

D'ailleurs, je ferais volontiers remonter ses origines beaucoup plus haut : dès les années 30... sinon dès 1917-1924.

Les déceptions du « wilsonisme »

Le « wilsonisme », ce n'est pas seulement la sécurité collective et la SDN, c'est aussi la croyance que le militarisme, l'autoritarisme et l'esprit de domination ne peuvent être conjurés que par l'application intégrale de la démocratie et la protection des minorités.

Or la République de Weimar fut, grâce à ou par la faute de la démocratie, acculée à la défaite par les assauts de la vieille droite nationaliste, des nazis et du Parti communiste : la démocratie autrichienne ne vécut pas au-delà de 1932. Au cours des années 30, des régimes autoritaires remplacèrent les régimes démocratiques de 1919-1920 en Hongrie, en Pologne, en Yougoslavie, en Roumanie...

Je ne crois pas qu'une leçon « théorique » ait jamais été tirée de ces amères déceptions. Mais certains publicistes et hommes politiques en tirèrent certaines leçons pratiques : dans des contextes de crise économique ou financière, dans des sociétés dépourvues d'une longue

expérience de luttes politiques médiatisées, des organisations politiques et paramilitaires bien résolues à combiner avec cynisme la violence physique et toutes les ressources du libre combat démocratique, pouvaient aisément terrasser la démocratie et, pire des déceptions, se faire plébisciter par des masses persuadées que la démocratie, régime de désunion nationale et de stérilisation des énergies, était la seule cause de leur mal-vivre.

Dix ans auparavant, les bolcheviks, quoique minoritaires, avaient dès 1918-1921 éliminé tous leurs adversaires et supprimé presque toutes les libertés, pour assurer la survie de la Révolution et de la « démocratie véritable » (par le dépérissement progressif de l'Etat). Lamentations attristées du chœur des « wilsoniens » : aurait-on pu l'éviter dans cette Russie arriérée et misérable, traînant le poids de ses siècles d'autocratie ? Mais à partir de 1929, avec la formidable propagande organisée autour des plans quinquennaux, une autre opinion commença à émerger parmi des démocrates occidentaux pourtant peu suspects de sympathie pour le communisme : « Après tout, le régime soviétique était un remède terrible, mais les bolcheviks tentaient de réaliser, dans les domaines économique, social et culturel, en quelque quinze ans ou vingt ans, des transformations de fond qui avaient exigé dans l'Europe "moderne" au moins deux siècles. » On était, sans que tout fût absurde dans ce raisonnement, sur la voie des indulgences pour la « non-démocratie pardonnable ».

Les « indulgences » des années 50

On a peine aujourd'hui à imaginer ce qu'était le climat intellectuel et politique (pas seulement en France) des années 1944-1956 : c'était l'URSS et l'Armée rouge qui avaient terrassé le nazisme, Staline était le bon oncle Joseph, le Parti communiste français veillait comme un dragon sur la pure image de l'URSS. Celle-ci installait sur une moitié de l'Europe des démocraties enfin « populaires » débarrassées de leurs grands propriétaires et de leurs koulaks. Les régimes politiques qui s'y installaient semblaient respecter quelques signes formels de parlementarisme et si des « fronts patriotiques » y disposaient du pouvoir sans partage, cela était dû simplement au rôle héroïque et déterminant des communistes qui avaient su créer et animer ces « fronts » (ce qui, au moins en Allemagne, en Pologne, en Roumanie et en Hongrie, était pure légende).

Une indulgence, due à des raisons un peu différentes, concernait les territoires naguère dépendants ou sous tutelle dont la décolonisation devait, à échéance plus ou moins longue, aboutir à des formes

diverses d'autonomie et d'indépendance. Les esprits les plus partisans de cette émancipation, même dans les cas les plus favorables où les ex-métropoles faciliteraient des transitions « en douceur », espéraient au mieux des semi-démocraties contrôlées et tempérées où des « conseillers » de l'ex-métropole joueraient le rôle de pédagogues patients et vigilants. A partir du milieu des années 50, il devenait évident que le fameux « modèle marxiste-léniniste » de développement, prometteur de prodigieux « bonds en avant », allait exercer sur les États d'Amérique centrale, d'Afrique et d'Asie une fascination d'autant plus grande que les États-Unis, au nom du « refoulement » des communistes et de la lutte contre la subversion, donnaient de plus leur soutien à des régimes qui, souvent, ne feignaient même plus de respecter la démocratie (Nicaragua, Guatemala, Saint-Domingue, Corée du Sud, Philippines...).

C'est à partir de ces thèmes que se sont édifiées, avec des raffinements divers, les théories « développementalistes » qui ont connu un certain succès dans les années 60 et 70¹. Des pays neufs ou des pays sortant d'une longue dictature, il ne fallait pas attendre du jour au lendemain la démocratie mais un progressif développement politique, processus combinant croissance économique, réforme agraire, alphabétisation, création de corps de fonctionnaires compétents et indépendants, institutions représentatives, intégration nationale...

Un politiste américain de grand renom, Samuel Huntington, dès 1968, allait renverser la problématique de ce courant et mettre en cause les effets destructeurs pour la stabilité politique des sociétés en transition de l'ensemble des processus qui, précisément selon les théories développementalistes, étaient considérés comme les voies vers des sociétés modernes et démocratiques. Selon S. Huntington, une « modernisation » rapide et non harmonisée, la destruction des institutions sociales traditionnelles, l'augmentation rapide et trop largement généralisée d'une instruction peu technique, la liberté de la presse et de la radio, les compétitions électorales entre groupes, cliques et partis, provoqueraient rapidement une surcharge d'aspirations et de revendications que les sous-systèmes économique et politico-administratif ne peuvent satisfaire. Pour Huntington, il en résulterait le contraire du développement politique : le *political decay*, i.e. la décomposition politique². Quelques années plus tard, Huntington étendait sa critique aux excès et à certains *dérèglements*

1. Cf. Bertrand Badie, *Le développement politique*, Economica, 4^e éd., 1988.

2. Samuel Huntington, *Political Order in Changing societies*, Yale University Press, 1968.

des vieilles démocraties occidentales elles-mêmes et, prenant l'exemple des Etats-Unis du début des années 70, demandait d'éviter « l'auto-destruction » de cette démocratie en limitant les excès sur les trois dimensions de la participation civique, de l'égalitarisme et de la méfiance envers l'autorité³.

Combien paraissent éloignés de ces inquiétudes les étudiants chinois du printemps de 1989 brandissant le seul mot d'ordre « Démocratie » et construisant à Pékin une réplique de la statue de la Liberté du port de New York !

*La démocratie est toujours une entreprise à risque,
et parfois à haut risque*

Osons une plaisanterie triviale. La démocratie, c'est le contraire du loto : ce n'est jamais « facile », cela peut coûter « cher », et il est rare que cela « rapporte gros », du moins en un seul coup.

Dans l'Espagne des années 30, malgré le discrédit de la monarchie constitutionnelle, l'instauration de la II^e République qui était alors l'exemple apparemment achevé de la démocratie la plus « parfaite », était une entreprise à risque. On s'en aperçut rapidement, à cause notamment de l'extrême polarisation des forces politiques. Dans l'Espagne d'après 1975, le roi Juan Carlos et son Premier ministre Adolfo Suarez ont intelligemment parié sur les changements très profonds de la société et de la culture politique espagnoles (par rapport aux années 30-40) pour entrer très rapidement dans la « transition démocratique », mais ils ont néanmoins pris des risques énormes en supprimant la censure, en légalisant tous les partis (y compris le Parti communiste), en accordant de très larges libertés d'expression et d'association, en prévoyant des statuts d'autonomie à la Catalogne, à l'Andalousie et au Pays Basque.

Par sa nature même, un régime démocratique s'expose aux attaques de ceux qui rejettent la démocratie mais n'ont aucun scrupule à en utiliser toutes les ressources, il se prive de moyens rapides et discrétionnaires de mettre hors d'état de nuire ceux qui sont souvent assez habiles pour n'être que des suspects (la proclamation des « état d'urgence », « état de guerre », « état de siège », comme celle de l'article 16 en France, est généralement soumise à

3. In Michel Crozier, Samuel Huntington, Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy*, Report on the governability of democracies to the Trilateral Commission, New York University Press, 1975.

des délais et à des consultations qui facilitent des phases très critiques). Enfin, force est de reconnaître, même si on n'aime guère les raisonnements de S. Huntington, que, dans une société contenant de fortes inégalités sociales, certaines extensions mal équilibrées de la démocratie activiste peuvent provoquer des désordres.

Les organisations terroristes telles que Rote Armee Fraktion en RFA, BR en Italie, ETA en Espagne, Action directe en France, n'utilisent leurs plus extrêmes violences que contre les régimes démocratiques, d'une part peut-être en raison de leur commune matrice « idéologique » (complètement déboussolée...), l'« anarcho-léninisme », mais aussi et surtout parce que cette violence vise précisément à faire sortir les démocraties de leurs principes, à abandonner les régimes de libertés et d'Etat de droit, à suspendre le libre jeu électoral. Mais, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, c'est précisément dans la mesure où les régimes démocratiques ne cèdent pas à cette tentation et dans la mesure où l'opinion peut continuer à s'exprimer le plus librement et que continuent de jouer aussi « normalement » que possible les institutions démocratiques, que ces organisations terroristes apparaissent les plus faibles, les plus coupées de l'opinion, les plus réprouvées⁴.

Nul ne pourrait raisonnablement, me semble-t-il, établir une liste hiérarchisée des mécanismes et des institutions démocratiques qui seraient les plus indispensables à préserver afin que, même dans les conjonctures les plus menaçantes, la démocratie puisse continuer de survivre et revenir, aussitôt que possible, à un fonctionnement « régulier ». Les seuls « conseils » que l'on pourrait donner sont négatifs : ne jamais laisser s'opérer, sans limitation stricte de temps, une concentration totale des pouvoirs entre les mains ou de l'Exécutif ou de l'Armée, tenter de maintenir une relative indépendance des juges, enfin qu'au sein même de la population puissent se manifester des formes de protestations tellement « insolites » qu'elles désarçonnent censure et répression (ex. : les processions incessantes des « folles de la place de Mai » à Buenos Aires, les écrivains soviétiques continuant à écrire leur œuvre subversive malgré censure et répression et parvenant ainsi à engendrer dans le public, auquel le KGB ne peut tout cacher, un appétit de vérité).

4. Le cas du « Sentier lumineux » au Pérou semble différent. Le « Sentier » peut résister en raison des profondes oppositions sociales et ethniques du pays, des racines très fragiles de la démocratie et de la faiblesse permanente du pouvoir central (pratiquement réduit dans les zones périphériques à un appareil militaire).

Des démocraties qui ne « devraient » pas exister et qui pourtant, depuis quarante ans, « sont »

Il s'agit d'Israël et surtout de la République indienne.

On peut penser ce qu'on veut de la « légitimité » de l'Etat d'Israël, de sa politique d'expansion territoriale et de sa politique vis-à-vis des populations des territoires occupés mais nul ne peut nier (malgré l'absence de Constitution écrite) que tous les « signes démocratiques » y sont présents : des élections régulières et libres se déroulent selon un régime électoral rendant quasiment impossible toute majorité stable, la Knesset siège régulièrement et exerce de réels pouvoirs, des commissions d'enquête ont le pouvoir de blâmer très sévèrement l'exécutif aussi bien que l'Armée, la population bénéficie largement de la liberté effective d'expression, de réunion et de manifestation, les juges y sont indépendants du pouvoir politique. Et pourtant, depuis 1948, Israël vit assiégé et l'instinct de « survie » qu'inspire cet environnement menaçant n'empêche ni les divisions religieuses (... mais oui !), ni les oppositions ethniques, sociales, politiques. Beaucoup de conditions étaient et sont plus que jamais réunies pour qu'Israël rejette la démocratie ou triche avec. Or ce n'est pas le cas.

La République indienne est née dans de terribles convulsions, avec la partition Inde-Pakistan entraînant d'atroces massacres et des déplacements massifs de population. C'était un mauvais début pour un pays si plein de contrastes, si hétérogène (divisions religieuses, ethniques, linguistiques et sociales) qu'il constitue en permanence une poudrière de conflits fréquemment accompagnés de violences extrêmes⁵. Nul ne nie au surplus que, plus de quarante ans après l'indépendance, et surtout dans « l'Inde des six cent mille villages », le pouvoir social des castes supérieures et des gros propriétaires continue d'y être accepté, de même que le « communalisme » (*i.e.* l'allégeance prioritaire à des communautés rapprochées) continue d'être un ressort déterminant des actions sociales, culturelles et politiques. Les hommes politiques et les journalistes indiens seraient probablement les premiers à dénoncer les pratiques de corruption et les nombreux cas d'élections entachées d'irrégularités...

Il n'empêche que, les cas du Japon mis à part, l'Inde est dans le sud-est de l'Asie le seul pays où la démocratie — fût-elle imparfaite — a toujours fonctionné, sauf peut-être pendant la brève période (1975-1977) de « l'état d'urgence » : les élections, à tous les

5. Je tire ces informations des nombreux travaux de Christiane Hurtig, et notamment de son rapport au II^e Congrès de l'AFSP à Grenoble les 25-28 janvier 1984 : « L'autoritarisme démocratique de l'Inde ».

niveaux, ont lieu aux dates fixées, les partis y sont multiples et relativement libres de leurs mouvements, la presse est pluraliste et ne subit, en temps normal, aucune censure, les juges exercent leurs fonctions avec une relative indépendance et ils sont respectés.

Enfin, si en 1977, Mme Gandhi se résigna à renoncer à l'état d'urgence et convoqua les électeurs pour des élections législatives, ce fut sous la pression de la fraction centrale de son propre parti et d'une opinion publique révoltée par la dictature du Premier ministre et par les projets de son fils Sanjay⁶. Ces élections furent relativement libres et régulières et entraînèrent la victoire de la coalition d'opposition. Victoire éphémère sans doute puisque, un an plus tard, Mme Gandhi revenait au pouvoir mais sans rétablir l'état d'urgence et en respectant bien davantage, sinon totalement, les usages et pratiques d'une démocratie à « tendances autoritaristes », ces tendances étant finalement tempérées et bafouées par l'irrépressible et vivace pluralisme social de la société indienne.

« Démocratie ! » Parviendrait-on à l'étouffer durant cent ans, ce cri jaillira-t-il quand même des poitrines ?

En 1989, les images d'URSS, de Varsovie, de Budapest, de Berlin-Est... et surtout de la place Tian an men semblent justifier l'optimisme : la demande de démocratie jaillit de tous côtés.

Pour ma part, je résiste à cet optimisme et je crois qu'il faut distinguer plusieurs choses :

1 / Je crois que l'instinct de révolte contre les injustices et les violences horribles, contre l'extrême dénuement infligé par des bourreaux, cela c'est inscrit dans la nature humaine : un jour ou l'autre, avec ou sans espoir, cela peut jaillir. Mais c'est bien différent du besoin et de l'instinct démocratiques.

2 / Ceux-ci exigent, outre le refus de l'intolérable, la représentation relativement précise des mécanismes politiques et juridiques à mettre en place, une volonté de reconnaître un minimum de pluralisme, et, par voie de conséquence, la protection de droits et de libertés à divers courants de pensée et à diverses fractions. Ainsi défini, je crois que le « besoin démocratique », loin d'être inscrit dans la nature humaine (bien qu'en tout *individu* il puisse surgir) ne peut survivre à des décennies de répression que là où certaines conditions historiques et culturelles ont été réunies.

6. Notamment les décrets sur les stérilisations obligatoires d'hommes adultes dans le cadre d'une lutte contre la surpopulation.

3 / Il peut aussi y avoir ambiguïté sur la portée et le contenu du cri « Démocratie ». Que « montrent » aux « autres » les Etats démocratiques, sinon avant tout des vitrines aux étalages opulents, des montagnes de produits de consommation, du brillant et du beau, la liberté de franchir les frontières, une absence presque totale de censure sur le plaisir ? Crier « démocratie ! » peut signifier simultanément « Donnez-nous beaucoup à consommer » et « Libérez la société de tous les carens qui l'empêchent de créer, d'imaginer, de changer les rapports sociaux ». Au risque de passer pour un moraliste attardé, je préfère la seconde motivation à la première tout en n'ignorant pas que l'une et l'autre sont généralement interactives. Mais, si après quatre ans, les progrès des réformes démocratiques ne sont suivis d'aucun progrès de la consommation, alors (nous l'avons vu récemment) les électeurs polonais s'abstiennent massivement et en URSS la popularité de Gorbatchev décline.

Concernant mon second point — l'instinct et le besoin démocratiques —, il y a moins de chances pour qu'ils surgissent et renaissent en Afrique, et même dans certains pays d'Amérique centrale et andine, qu'en Europe.

L'Europe, même celle qu'on appelle aujourd'hui « de l'Est », a été touchée à des degrés divers par le mouvement des Lumières et, en tout cas, même en Russie, a été secouée par les vagues romantiques, nationales et libérales du XIX^e siècle. Une mémoire des révoltes contre l'autoritarisme s'y est conservée, même sous le silence de l'oppression. Peut-être, plus encore que les manifestes et les actes proprement politiques, est-ce la littérature qui a aidé à maintenir ce fleuve souterrain du besoin de liberté : *Les Misérables* de Victor Hugo, certaines œuvres de Lermontov, de Pouchkine, de Tchekov, ou des œuvres plastiques (la *Barricade* de Delacroix, la *Liberté* de Bartholdi...).

L'Amérique latine aussi a connu les Lumières et le libéralisme du XIX^e siècle mais, sauf peut-être au Chili, en Uruguay et en Argentine, leur influence est restée limitée à des couches sociales très étroites : celles qui avaient accès à la lecture⁷.

7. Sur son lit de mort, le *Libertador* Simon Bolivar aurait eu, dit-on, cette parole désespérée : « J'ai labouré la mer. »

RÉSUMÉ. — *Il n'y a presque jamais de situations qui justifient l'exclusion de la démocratie. Pourtant, celle-ci comporte toujours des risques qu'il faut savoir calculer et accepter avec discernement.*